



Madame la Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Comme la FSU l'a déjà dénoncé lors du CTSD précédent, la rentrée 2022 se prépare avec un budget qui n'est pas à la hauteur de la situation exceptionnelle dans laquelle nous sommes. Depuis deux ans la crise sanitaire perturbe les conditions d'enseignement, générant chez les élèves des lacunes, des difficultés à retrouver un rythme de travail régulier et des décrochages, sans compter les problèmes de remplacement des professeurs absents. En effet, de nombreux établissements du Second Degré du département vont une nouvelle fois subir une diminution de leur dotation qui se traduit par des suppressions de postes alors que les effectifs dans les classes, eux, vont être plus chargés puisque les seuils pour ouvrir une division ont changé.

Nous sommes ici pour travailler sur la carte scolaire second degré et sur les créations et suppressions de postes dans les collèges du département, mais nous devons rappeler que c'est la situation de l'ensemble des personnels qui continue de se dégrader.

Le premier degré n'est pas épargné par cette dégradation, le non-remplacement est devenu monnaie courante, et ce ne sont pas les quelques créations de postes pour la rentrée prochaine qui suffiront. Voilà le résultat lorsque le gouvernement veut faire croire à une ambition éducative mais sans s'en donner les moyens. A l'heure où on nous parle de « priorité au primaire » et de « continuité pédagogique », se servir encore des postes de brigade comme variable d'ajustement ne peut répondre ni aux attentes des enseignant.e.s et des élèves, ni aux missions d'un véritable service public d'éducation.

Concernant les LDG « mobilités », la FSU dénonce fermement la décision de suppression de la bonification "parent isolé" pour les personnels des 1er et 2d degrés. Pour un ministère et une académie qui se targuent de placer au-dessus de toute autre considération l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations touchant les femmes, quel mauvais signal envoyé ! Car ce sont le plus souvent les femmes qui sont en situation de parent isolé, et ce sont donc elles qui vont se retrouver maltraitées par leur employeur. La FSU réclame le retour de cette bonification dans le barème, et sera force de proposition pour que la volonté d'améliorer la situation des parents isolés et de leurs enfants soit visible dans le barème.

De plus, les nouvelles règles de communication autour des résultats du mouvement ont dégradé les conditions de participation au mouvement. En effet, ne plus connaître les barèmes « nécessaires » à l'obtention d'un type de poste et d'une zone amène les collègues à faire leur vœu à l'aveugle et ne permet plus de faire ses vœux en connaissance de cause. Ce manque de transparence nuit au bon

déroulement du mouvement et génère de la méfiance et des doutes, surtout quand des erreurs sont décelées après coup. La FSU revendique un mouvement juste et équitable.

Par ailleurs, la FSU tient à rappeler son opposition au recrutement par poste à profil. Pour des postes spécifiques, il existe déjà des certifications qui permettent la validation de certaines compétences (CAFIPEMF, CAPPEI, liste d'aptitude de direction...).

Pour revenir aux collèges, il était prévu une perte de 18 ETP d'heures poste et de 2,5 ETP d'HSA et effectivement les documents préparatoires indiquent vingt suppressions de postes.

Ces suppressions vont s'accompagner d'une poursuite de la diminution de l'offre de formation, de la mise en concurrence des disciplines et parfois de leur affaiblissement. Une fois de plus nous vous alertons notamment sur la situation de l'allemand dans le département ! Faire peser le poids des options uniquement sur la marge d'autonomie les conduit inexorablement à la disparition.

Le volant d'heures supplémentaires imposées aux enseignants va inévitablement peser sur les conditions d'exercice du métier et sur les conditions d'apprentissage des élèves alors que les collègues s'épuisent déjà au quotidien. Il va aussi générer des mesures de cartes scolaires particulièrement injustes et des compléments de service incompréhensibles. Sur ce point, la situation des collègues amenés à compléter leur service sur un autre établissement alors qu'il y a les heures (en HSA) est clairement insupportable.

Pour améliorer les conditions de rentrée, il est nécessaire de doter les établissements en heures-postes à la hauteur des besoins et de transformer, dès à présent, des HSA en heures-postes afin d'améliorer la prise en charge de tous les élèves. Compte tenu du contexte sanitaire qui a creusé les inégalités à tous les niveaux, il est particulièrement urgent d'abaisser le nombre d'élèves par division dès la rentrée.

L'heure est au bilan d'un quinquennat : près de 8000 postes d'enseignants auront été supprimés dans le Second degré public depuis 2018 ; en cette rentrée, 440 emplois seront soustraits aux académies dans les lycées et les collèges. Pour masquer la réalité des suppressions le ministre affiche 2000 moyens d'enseignement supplémentaires par l'affectation à temps plein devant élèves de 4000 stagiaires ainsi privés de formation.

L'austérité budgétaire est une guerre aux élèves dont l'école publique est le seul patrimoine.

Elle se traduit aussi par un épuisement des personnels à qui le gouvernement impose deux HSA, plus de classes et moins d'autonomie professionnelle, un personnel dont il faut augmenter les salaires pour rendre aussi le métier attractif, au-delà des annonces du Grenelle de l'Education ou des promesses électorales récentes, dans le cadre du dégel du point d'indice et d'augmentations indiciaires alors que le pouvoir d'achat est encore plus grevé par la forte inflation.

Pour conclure la FSU tient à remercier les services de la Direction Académique pour les documents adressés qui nous ont permis d'appréhender de manière précise la situation du département.